



ORGANISATION DE L'AVIATION CIVILE INTERNATIONALE

A35-WP/282
AD/20
2/10/04

ASSEMBLÉE — 35^e SESSION

COMMISSION ADMINISTRATIVE

**PROJET DE TEXTES POUR LE RAPPORT
SUR
LES POINTS 7, 8, 40.1, 40.2, 41.1, 41.2, 41.3 et 41.4**

Les éléments ci-joints sur les points 7, 8, 40.1, 40.2, 41.1, 41.2, 41.3 et 41.4 de l'ordre du jour sont présentés à la Commission administrative pour examen.

Point 7 : Rapports annuels du Conseil à l'Assemblée pour 2001, 2002 et 2003

7:1 Certaines parties des rapports annuels du Conseil à l'Assemblée pour 2001, 2002 et 2003 ont été renvoyées à la Commission par la Plénière pour examen et recommandation.

7:2 À sa deuxième séance, la Commission prend note du Chapitre X (L'Organisation) des rapports annuels (Documents 9786, 9814 et 9826 et Supplément). La Commission recommande à la Plénière d'approuver ces parties des rapports annuels.

Point 8 : Budget-Programme pour 2005, 2006 et 2007

8:1 Certaines parties du Budget-Programme pour 2005-2007 ont été renvoyées à la Commission par la Plénière pour examen et recommandation.

8:2 À sa deuxième séance, la Commission prend note des Grands Programmes I (Politique générale et direction), VI (Soutien administratif) et VII (Finances, Relations extérieures/Information du public et Évaluation des programmes, vérification et examen de la gestion) du Budget-Programme pour 2005-2007, qu'elle renvoie au Groupe de travail du budget.

Point 40 : Répartition des dépenses de l'OACI entre les États contractants
40.1 : Confirmation des décisions du Conseil portant fixation des contributions au Fonds général et des avances au Fonds de roulement des États qui ont adhéré à la Convention

40.1:1 À sa deuxième séance, la Commission examine la note A35-WP/22, AD/4, et entérine la décision du Conseil portant fixation des taux de contribution de Saint-Kitts-et-Nevis qui est devenu État contractant de l'OACI après la 33^e session de l'Assemblée.

40.1:2 La Commission recommande d'adopter le projet de Résolution 40.1/1.

**RÉSOLUTION FORMULÉE PAR LA COMMISSION ADMINISTRATIVE
 ET DONT L'ADOPTION EST RECOMMANDÉE À L'ASSEMBLÉE**

Résolution 40.1/1

Confirmation des décisions du Conseil portant fixation des contributions au Fonds général et des avances au Fonds de roulement des États qui ont adhéré à la Convention

L'Assemblée,

1. *Note:*

- a) que les paragraphes 6.9 et 7.5 du Règlement financier disposent que, si l'Assemblée n'est pas en session, le Conseil fixe le montant des contributions et de l'avance au Fonds de roulement d'un nouvel État contractant, sous réserve d'approbation ou d'ajustement par l'Assemblée lors de sa session suivante ;
- b) que le Conseil a agi conformément à ces dispositions en ce qui concerne les États qui sont devenus membres de l'Organisation de l'aviation civile internationale après la 33^e session de l'Assemblée et qui sont soumis à contribution comme il est indiqué ci-dessous ;

2. *Confirme* en conséquence la décision du Conseil portant fixation de contribution et de l'avance au Fonds de roulement de l'État ci-après au taux indiqué, ce taux de contribution devant s'appliquer à chaque État contractant à compter de la date de contribution indiquée:

Nouvel État contractant	Devenu membre le	Soumis à contribution à partir du	Taux de contribution
Saint-Kitts-et-Nevis	20 juin 2002	1 ^{er} juillet 2002	0,06 %

Point 40 : Répartition des dépenses de l'OACI entre les États contractants
40.2 : Arriérés de contributions de l'ancienne République fédérative socialiste de Yougoslavie

40.2:1 À sa deuxième séance, la Commission examine la note A35-WP/23, AD/5, qui récapitule les mesures qui ont été prises à ce jour au sujet des arriérés de contributions de l'ancienne République socialiste fédérative de Yougoslavie, et note que le règlement de ces arriérés de contributions est mis en attente jusqu'à ce que les problèmes de succession aient été déterminés à l'ONU.

40.2:2 L'Assemblée est invitée à prendre acte de la note A35-WP/23, AD/5, et de l'état des arriérés de contributions de l'ancienne République socialiste fédérative de Yougoslavie, et que les problèmes de succession ne sont toujours pas résolus à l'ONU.

- Point 41 : Questions financières**
41.1 : Aspects financiers de la question des arriérés de contributions
41.2 : Mesures incitatives pour le règlement des arriérés de longue date

41.1:1 À sa deuxième séance, la Commission examine la note A35-WP/21, EX/5, AD/3, Révision n° 1 et les Additifs n°s 1 et 2, qui contiennent des renseignements sur l'état des arriérés de contributions au 17 septembre 2004 et sur les États contractants dont le droit de vote a été suspendu. Cette note de travail a été examinée à la première séance du Comité exécutif, qui a renvoyé à la Commission les parties du document portant sur les mesures concernant les contributions en souffrance.

41.1:2 Dans la présentation à la Commission administrative, il est demandé aux membres d'examiner :

- a) les modifications des paragraphes 6.5 et 6.7 du Règlement financier, approuvées par le Conseil, visant à faire référence à des annuités au titre d'accords et à redéfinir la date où les contributions sont dues, modifications qui sont présentées à l'Appendice C ;
- b) le projet de résolution présenté dans l'Appendice E, qui regroupe les Résolutions A21-10 et A31-26 de l'Assemblée, contient des modifications de fond aux conditions de suspension du droit de vote des États du groupe A et introduit de nouvelles mesures visant à encourager les États à s'acquitter rapidement de leurs contributions ;
- c) le projet de résolution présenté à l'Appendice F, dans lequel le Conseil recommande une modification à la méthode d'attribution des recettes provenant des arriérés de longue date au plan des mesures incitatives mentionné au paragraphe 3 du dispositif de la Résolution A32-27 de l'Assemblée.

41.1:3 Après avoir examiné la note de travail, la Commission recommande à l'Assemblée, pour adoption, les projets de résolution qui figurent aux Appendices D, E et F de la note de travail et qui sont reproduits ci-après :

RÉSOLUTIONS FORMULÉES PAR LA COMMISSION ADMINISTRATIVE ET RECOMMANDÉES À L'ASSEMBLÉE POUR ADOPTION

Résolution 41.1/1

Modification du Règlement financier

L'Assemblée,

Considérant que le Conseil lui a rendu compte des enseignements qu'il a tirés de l'application des paragraphes 6.5 et 6.7 du Règlement financier,

Considérant que le Conseil a noté qu'il fallait réviser ces paragraphes au bénéfice de la clarté,

1. *Décide* de confirmer les modifications indiquées ci-après :

Paragraphe 6.5

6.5 Sous réserve des dispositions prévues au présent Règlement ou sauf décision contraire de l'Assemblée :

- a) les contributions, les annuités au titre d'accords pour le règlement des arriérés et les avances au fonds de roulement sont considérées comme dues et payables en totalité à l'expiration des 30 jours qui suivent la date de l'envoi de la notification du Secrétaire général prévue aux paragraphes 6.4, alinéa b), et 7.4, alinéa b), ou le premier jour de l'exercice financier auquel elles se rapportent, si ce jour est plus éloigné ;
- b) au 1^{er} janvier de l'exercice suivant, le solde impayé des contributions, des annuités au titre d'accords pour le règlement des arriérés et des avances au fonds de roulement sera considéré comme étant d'une année en retard.

Paragraphe 6.7

6.7 Les versements effectués par les États contractants, y compris ceux des États contractants qui ont conclu des accords pour le règlement de leurs arriérés, sont d'abord affectés au paiement des avances qu'ils doivent au fonds de roulement, puis le solde est porté en diminution des montants liés aux accords et de leurs contributions impayées, dans l'ordre chronologique des échéances.

Résolution 41.1/2 (Regroupement des Résolutions A21-10 et A31-26)

Règlement par les États contractants de leurs obligations financières envers l'Organisation et mesures à prendre dans le cas des États qui ne s'acquittent pas de ces obligations

L'Assemblée,

Considérant que l'article 62 de la Convention relative à l'aviation civile internationale dispose que l'Assemblée peut suspendre le droit de vote à l'Assemblée et au Conseil de tout État contractant qui ne s'acquitte pas, dans un délai raisonnable, de ses obligations financières envers l'Organisation,

Considérant que le paragraphe 6.5 du Règlement financier de l'OACI dispose que les contributions des États contractants sont considérées comme dues et payables en totalité le premier jour de l'exercice financier auquel elles se rapportent,

Notant que, ces dernières années, l'accumulation des arriérés de contributions a augmenté considérablement, a constitué, avec les retards de paiement des contributions de l'année courante, un obstacle à l'exécution du programme des travaux, et a créé de sérieuses difficultés de trésorerie,

Prie instamment tous les États contractants qui ont des arriérés de prendre des dispositions pour régler ces arriérés ;

Prie instamment tous les États contractants et en particulier les États élus au Conseil de prendre toutes les mesures nécessaires pour payer leurs contributions en temps voulu ;

Décide, avec effet au 1^{er} janvier 2005 :

1. que tous les États contractants devraient reconnaître la nécessité de verser leurs contributions au début de l'exercice au cours duquel elles sont échues afin d'éviter que l'Organisation ne soit obligée de prélever sur le fonds de roulement pour compenser les déficits ;

2. de charger le Secrétaire général d'adresser à tous les États contractants, au moins trois fois par an, un relevé indiquant le solde des contributions de l'année en cours et des contributions échues au 31 décembre de l'année précédente ;

3. d'autoriser le Conseil à négocier et à conclure avec les États contractants qui ont des arriérés de contributions de trois ans ou davantage, des arrangements en vue du règlement des arriérés accumulés envers l'Organisation, le Conseil rendant compte de ces règlements ou arrangements à l'Assemblée lors de sa session suivante ;

4. que tous les États contractants qui sont en retard de trois ans ou plus dans le paiement de leurs contributions devraient :

a) régler sans délai les montants en souffrance correspondant aux avances au fonds de roulement, la contribution de l'année en cours et une partie de leurs arriérés qui ne soit pas inférieure à 2 000 dollars, ce minimum étant proportionnellement relevé pour les États auxquels il est imputé des contributions supérieures au minimum fixé dans le barème OACI ;

b) dans les six mois qui suivent la date du versement prévu en a), conclure avec l'Organisation, s'ils ne l'ont pas encore fait, un accord en vue du règlement du solde de leurs arriérés, cet accord devant prévoir le règlement intégral chaque année des contributions de l'exercice en cours et du solde des arriérés par annuités sur une période maximale de dix ans que le Conseil pourra, s'il le juge utile, porter à un maximum de vingt ans dans des cas spéciaux, c'est-à-dire dans le cas des États contractants que les Nations Unies ont classés comme pays les moins avancés ;

5. que le Conseil devrait intensifier davantage la politique actuelle qui consiste à inviter les États contractants ayant des arriérés à faire des propositions de règlement pour liquider leurs arriérés de contributions de longue date suivant les dispositions du paragraphe 4, en tenant dûment compte de la situation économique des États intéressés ainsi que de la possibilité d'accepter d'autres monnaies, conformément au paragraphe 6.6 du Règlement financier, dans la mesure où le Secrétaire général peut les utiliser ;

6. de suspendre de droit de vote à l'Assemblée et au Conseil des États contractants dont les arriérés sont égaux ou supérieurs au total de leurs contributions des trois exercices précédents ainsi que des États contractants qui ne se conforment pas aux accords conclus en application de l'alinéa b) du paragraphe 4, cette suspension étant immédiatement levée lors du règlement des sommes dues au titre des accords ;

7. que le droit de vote d'un État contractant qui a été suspendu en application du paragraphe 6 peut aussi être rétabli par décision de l'Assemblée, pour autant :

- a) que cet État ait déjà conclu avec le Conseil un accord en vue du règlement de ses obligations échues et non réglées et du paiement de ses contributions de l'exercice en cours et qu'il ait respecté les clauses de cet accord ; ou
- b) que l'Assemblée ait la conviction que cet État a fait la preuve de son désir de parvenir à un règlement équitable de ses obligations financières envers l'Organisation ;

8. que, lorsque le droit de vote d'un État a été suspendu par l'Assemblée en vertu de l'article 62 de la Convention, le Conseil peut rétablir ce droit de vote, dans les conditions stipulées au paragraphe 7, alinéa a), ci-dessus, à condition que cet État ait fait la preuve de son désir de parvenir à un règlement équitable de ses obligations financières envers l'Organisation ;

9. que les mesures supplémentaires suivantes soient appliquées aux États contractants dont le droit de vote a été suspendu en vertu de l'article 62 de la Convention :

- a) inadmissibilité à accueillir des réunions, conférences, ateliers ou séminaires entièrement ou partiellement financés par le Programme ordinaire ;
- b) en ce qui concerne la documentation gratuite, droit limité aux documents qui sont fournis gratuitement aux États non contractants, y compris ceux qui sont diffusés par voie électronique, et aux documents qui sont essentiels à la sécurité, à la régularité ou à l'efficacité de la navigation aérienne internationale ;
- c) inadmissibilité des ressortissants ou des représentants à une candidature aux fonctions électives ;
- d) aux fins du recrutement aux postes du Secrétariat, toutes choses étant égales par ailleurs, les candidats des États qui ont des arriérés seraient considérés de la même façon que les candidats d'un État qui a déjà atteint le niveau de représentation souhaitable (suivant les principes de la représentation géographique équitable), même si leur État n'a pas atteint ce niveau ;
- e) inadmissibilité au stage de familiarisation de l'OACI.

10. que seuls les États sans arriérés de contributions annuelles, sauf pour l'année en cours, soient éligibles au Conseil, aux comités et aux organes de l'OACI.

11. que la présente résolution annule et remplace les Résolutions A21-10 et A31-26 de l'Assemblée.

Résolution 41.2/1 (destinée à remplacer la Résolution A33-27)

Mesures incitatives en vue du règlement des arriérés de longue date

L'Assemblée,

Rappelant les préoccupations exprimées lors des précédentes sessions de l'Assemblée devant l'augmentation des arriérés de contributions,

Réaffirmant la nécessité, pour tous les États contractants, de verser leurs contributions pendant l'exercice au cours duquel elles sont échues,

Notant qu'un certain nombre d'États ont vu leur droit de vote suspendu à l'Assemblée et au Conseil, conformément à la Résolution [] de l'Assemblée,

Réaffirmant qu'il importe au plus haut point que tous les États participent aux activités de l'Organisation,

Notant que l'excédent de trésorerie avait été habituellement réparti entre les États contractants qui avaient payé leurs contributions pour les exercices financiers qui avaient donné lieu à des excédents,

Souhaitant encourager les États à liquider leurs arriérés et, par la même occasion, leur donner des incitations à ce faire,

Décide :

1. que les excédents de trésorerie seront répartis entre les États contractants qui, à la date de la répartition, ont payé leurs contributions pour les exercices qui ont donné lieu à ces excédents et qu'il sera mis fin au droit à la répartition des excédents des États qui ont des arriérés pour les exercices en question, à l'exception des États qui ont passé des accords et qui en ont respecté les termes ;

2. que les États contractants qui ont des arriérés équivalant aux trois derniers exercices complets ou davantage et qui ont passé ou qui passent des accords en vue du règlement des arriérés de longue date, et qui ont respecté les termes de ces accords, seront crédités de leur part de l'excédent de trésorerie réparti, même s'ils n'ont pas payé leurs contributions pour les exercices financiers qui ont donné lieu à l'excédent ;

3. que, avec effet au 1^{er} janvier 2005, seules la partie d'un versement d'un État contractant qui dépasse la somme des contributions des trois exercices précédents et toutes les annuités versées au titre d'un accord conclu en application du paragraphe 4 de la Résolution [] seront conservées dans un compte distinct en vue de financer les dépenses pour des activités liées à la sûreté de l'aviation et des projets nouveaux et imprévus dans le domaine de la sécurité de l'aviation, et/ou de renforcer l'efficacité de la mise en œuvre des programmes de l'OACI, sous la direction du Conseil, et qu'un rapport à ce sujet sera présenté à la prochaine session ordinaire de l'Assemblée ;

4. de charger le Conseil de suivre de près la question des contributions en souffrance, ainsi que les effets des mesures incitatives aux fins du règlement des arriérés par les États, et de présenter à la prochaine session ordinaire de l'Assemblée un rapport sur les résultats des efforts qui ont été faits, y compris sur d'autres mesures à envisager ;

5. que la présente résolution annule et remplace la Résolution A33-27 de l'Assemblée.

Point 41 : Questions financières

41.2 : Mesures incitatives pour le règlement des arriérés de longue date

41.2:1 À sa deuxième séance, la Commission prend acte de la note A35-WP/25, AD/7, qui rend compte à l'Assemblée des mesures prises en application de la Résolution A34-1 de l'Assemblée en ce qui concerne la répartition des fonds du compte spécial où sont conservés les montants reçus au titre des arriérés de longue date conformément au paragraphe 3 du dispositif de la Résolution A33-27 de l'Assemblée.

41.2:2 L'Assemblée est invitée à prendre acte de la note A35-WP/25, AD/7.

Point 41 : Questions financières
41.3 : Rapport sur le Fonds de roulement

41.3:1 À sa deuxième séance, la Commission administrative examine la note A35-WP/26, AD/8, qui rend compte de la question de savoir si le niveau du Fonds de roulement est suffisant, de la situation financière de l'Organisation et des tendances financières qui influent sur le niveau qu'il convient de prévoir pour ce fonds. La Commission examine la recommandation visant à maintenir le niveau du Fonds de roulement à 6,0 millions de dollars et à accorder au Conseil l'autorité d'examiner et de porter le niveau de ce fonds à un maximum de 8,0 millions de dollars en cas de besoin urgent durant le prochain triennat.

41.3:2 La Commission est informée qu'on n'a pas fait appel au Fonds de roulement depuis 1994, et que l'excédent de trésorerie accumulé a été utilisé dans le passé pour venir à bout de sérieux retards dans la réception de contributions. Cependant, en raison du fait que l'excédent accumulé sera distribué ou utilisé d'ici la fin de 2004, on s'attend à ce que la situation de trésorerie de l'Organisation se détériore au cours du prochain triennat. Il est demandé à la Commission de noter la tendance des recettes de contributions et des dépenses et de noter que l'expérience financière des dernières années a montré que l'OACI a besoin de disposer d'une réserve de fonds pour couvrir les dépenses à cause des retards enregistrés dans la perception des contributions des États contractants. Le fait que certains États contractants continuent de ne pas respecter leurs obligations financières pourrait donc entraîner la nécessité d'augmenter le niveau du Fonds de roulement, ce qui aurait des conséquences négatives pour tous les États contractants. Le cycle budgétaire de l'OACI étant relativement long, à savoir trois ans, et du fait que le flux de trésorerie reste incertain, il sera nécessaire de disposer d'un Fonds de roulement suffisant dans lequel on pourra puiser pour faire face à des engagements fixes et inévitables tels que les paiements des traitements.

41.3:3 En ce qui concerne l'autorisation d'emprunter 3,0 millions de dollars, les États-Unis mettent en cause la poursuite de cette autorisation durant le prochain triennat, et demandent que le compte rendu des travaux note que leur législation nationale leur interdit de payer des intérêts sur les emprunts externes contractés par des organisations internationales.

41.3:4 Après un examen approprié, la Commission convient de recommander l'adoption de la résolution suivante :

**RÉSOLUTION ÉLABORÉE PAR LA COMMISSION ADMINISTRATIVE
ET RECOMMANDÉE À L'ASSEMBLÉE POUR ADOPTION**

Résolution 41.3/1

Fonds de roulement

L'Assemblée,

1. *Note :*

- a) que, conformément à la Résolution A33-28, le Conseil lui a fait rapport sur la question du niveau du Fonds de roulement et sur l'autorisation connexe d'emprunter, et qu'elle a examiné ce rapport ;
- b) que, ces dernières années, l'accumulation des arriérés de contributions a constitué, avec les retards dans le versement des contributions de l'exercice en cours, un obstacle croissant à l'exécution du programme de travail, en même temps qu'elle a créé une incertitude financière ;
- c) qu'en raison du cycle budgétaire relativement long de l'OACI, à savoir trois ans, la détermination du niveau du Fonds de roulement et du montant de l'emprunt autorisé doit être faite avec prudence, car seule l'Assemblée peut imputer des contributions aux États contractants ;
- d) que, vu la proportion de personnel permanent à l'OACI, il y a un minimum irréductible que l'Organisation doit payer chaque mois au titre des frais de personnel. Ce montant ne peut être réduit à court terme en adaptant le programme de travail, étant donné que le personnel permanent reste en poste et doit être payé de toute manière ;
- e) qu'en moyenne, au mois de septembre de chaque année, le total des contributions reçues est de 17,7 % inférieur au déboursé estimatif ;
- f) que, sur la base des tendances enregistrées par le passé, le déficit annuel moyen de trésorerie accumulé à la fin des mois de septembre et de novembre pourrait varier entre 7,5 millions de dollars et 11,3 millions de dollars respectivement ;
- g) que l'expérience a montré que les paiements ne sont pas effectués au début de l'exercice, moment auquel les contributions sont dues, que l'OACI ne peut même compter sur le fait que les contributions seront payées avant la fin de l'exercice auquel elles se rapportent et qu'un tel non-respect inacceptable de leurs obligations financières au titre de la Convention par certains États contractants entraîne au sein de l'Organisation une grave crise financière qui pourrait avoir une incidence sur tous les États contractants ;
- h) que, tant que le flux de trésorerie demeurera incertain, l'OACI aura besoin du Fonds de roulement comme réserve dont elle pourrait se servir pour répondre à ses engagements inévitables ;

-
- i) que le Conseil a examiné le niveau du Fonds de roulement en novembre 2003 et a déterminé que le besoin de le porter de 6,0 millions à 8,0 millions de dollars n'était pas urgent ni immédiat pour l'exercice 2004 ;
2. *Décide :*
- a) que le niveau du Fonds de roulement demeurera à 6,0 millions de dollars ;
- b) que le Conseil examinera le niveau du Fonds de roulement chaque année, au plus tard au mois de novembre 2004, 2005, 2006 et 2007, pour déterminer s'il y a un besoin urgent de l'augmenter au cours de l'exercice ou pour l'exercice suivant ;
- c) que, si le Conseil détermine qu'une telle augmentation est justifiée, le Fonds de roulement sera établi à un niveau ne dépassant pas 8,0 millions de dollars, sous réserve des augmentations résultant des avances versées par les États devenus membres de l'Organisation après l'approbation des barèmes. Un tel ajustement du Fonds de roulement sera fondé sur les barèmes des contributions en vigueur pour l'exercice au cours duquel l'augmentation du niveau du Fonds de roulement est approuvée ;
- d) que le Secrétaire général sera autorisé, avec l'approbation préalable du Comité des finances du Conseil, pour financer les crédits ordinaires et supplémentaires qui ne peuvent être financés par prélèvement sur le Fonds général et sur le Fonds de roulement, à emprunter les sommes nécessaires pour faire face aux obligations immédiates de l'Organisation et qu'il sera tenu de rembourser ces sommes aussi rapidement que possible, le solde total de la dette de l'Organisation ne pouvant à aucun moment dépasser 3,0 millions de dollars pendant le triennat ;
- e) que le Conseil fera rapport à l'Assemblée, lors de sa prochaine session ordinaire, pour lui indiquer :
- 1) si le niveau du Fonds de roulement est suffisant, compte tenu de l'expérience des exercices 2004, 2005 et 2006 ;
 - 2) selon la situation financière du Fonds général et du Fonds de roulement, s'il est nécessaire d'imputer des contributions aux États contractants au titre des déficits de trésorerie résultant d'arriérés de contributions ;
 - 3) si le niveau de l'autorisation d'emprunter est suffisant ;
- f) que la Résolution A33-28 est annulée et remplacée par la présente résolution ;
3. *Demande instamment :*
- a) que tous les États contractants versent leurs contributions le plus tôt possible dans l'année où elles sont dues, afin de réduire la probabilité que l'Organisation ait à opérer des prélèvements sur le Fonds de roulement et à recourir aux emprunts externes ;

- b) que les États contractants qui ont des arriérés de contributions s'acquittent aussi rapidement que possible de leurs obligations envers l'Organisation, comme le demande la Résolution [].

Point 41 : **Questions financières**
41.4 : **Répartition de l'excédent de trésorerie**

41.4:1 À sa deuxième séance, la Commission administrative examine la note A35-WP/27, AD/9, qui traite de la répartition de l'excédent de trésorerie.

41.4:2 La Commission est informée que l'Organisation avait un déficit de trésorerie de 232 000 \$US au 31 décembre 2003, et qu'en conséquence, il n'y a aucun excédent à répartir. La Commission est également informée que le Conseil ne recommande pas de répartir le montant du déficit entre les États contractants, car le déficit de trésorerie n'est pas considéré important et peut être réduit à l'avenir.

41.4:3 L'Assemblée est invitée à prendre acte de la note A35-WP/27, AD/9.

— FIN —